

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres,

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HYDRO EXTRUSION Lucé/Châteauroux - Lucé 2

42 Rue de la Beauce
BP 89
28110 Lucé

Références : IC250627/VAT20250459
Code AIOT : 0010000242

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2025 dans l'établissement HYDRO EXTRUSION Lucé/Châteauroux - Lucé 2 implanté 59 rue du Maréchal LECLERC 28110 Lucé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à une visite d'inspection réalisée le 06/10/2025 d'une société de transport de déchets située à Gellainville, l'inspection des installations classées a constaté la présence de deux cuves de 30 m³ chacune de déchets provenant de l'entreprise Hydro Extrusion Lucé/Châteauroux - Lucé 2 (dite HELC 2). D'après le transporteur, son entreprise a été mandatée pour collecter et transporter les déchets issus du nettoyage et de la vidange de la station de traitement des eaux industrielles d'HELC 2. Ces déchets ont été expédiés vers un centre de traitement en Seine-Maritime qui les a refusés.

C'est donc dans ce contexte que l'inspection des installations classées a diligenté une inspection du site de la société HELC 2, située 59 rue du Maréchal Leclerc à Lucé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HYDRO EXTRUSION Lucé/Châteauroux - Lucé 2
- 59 rue du Maréchal LECLERC 28110 Lucé
- Code AIOT : 0010000242
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société avait pour activité le traitement de surface (anodisation) de profilés aluminium régi par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°220 A du 17 janvier 1957.

Ce site fait actuellement l'objet d'une procédure de cessation totale d'activité. Un point de situation a notamment été réalisé lors de l'inspection du 25 septembre 2025, au cours de laquelle, l'exploitant a indiqué que l'ATTES Secur serait transmise à l'autorité préfectorale pour fin septembre et l'ATTES Mémoire au plus tard pour fin novembre 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Transmission du dossier de cessation d'activité au maire et au propriétaire	Code de l'environnement du 25/09/2025, article R. 512-39-2-II	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
2	Caractérisation des déchets	Code de l'environnement du 08/10/2025, article L. 541-7-1	/	Mise en demeure, respect de prescription, Amende	2 mois
3	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 08/10/2025, article L. 541-7-I	/	Amende, Mesures d'urgence	5 jours
4	Prise en charge des déchets	Code de l'environnement du 08/10/2025, article L. 541-2	/	Mesures d'urgence, Amende	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Transmission du dossier de cessation d'activité au maire et au propriétaire

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/09/2025, article R. 512-39-2-II
Thème(s) : Situation administrative, Transmission du dossier de cessation d'activité au maire et au propriétaire
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/09/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 16/10/2025
Prescription contrôlée : <p>Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site [...].</p> <p>Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions [...].</p>
Constats : <p><i><u>Rappel du constat du 25/09/2025</u> : écart constaté, l'exploitant n'a pas transmis au maire de Lucé et au propriétaire du site le dossier de cessation d'activité comprenant les plans du site, les études sur la situation environnementale et les usages successifs du site ainsi que les propositions d'usage futur du site.</i></p> <p><u>Constat du 08/10/2025</u> : écart constaté, les modalités de notification et de consultation du maire et du propriétaire sont incomplètes.</p> <p>Postérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le 09/10/2025 à l'inspection des installations classées la copie du courrier adressé au maire de Lucé (accusé de réception de la mairie de Lucé le 06/10/2025). Sur ce courrier, il est mentionné : "je me permets de vous adresser, pour information, le courrier que nous avons transmis à la DREAL concernant la cessation d'activité de notre site [...]".</p> <p>Or le courrier destiné au maire de Lucé ne précise pas :</p> <ul style="list-style-type: none">- si les plans du site, les études et les rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ont bien été communiqués au maire,- qu'il s'agit d'une consultation et que le maire a la possibilité d'émettre un avis sur les propositions d'usages futurs du terrain dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. <p>De plus, l'exploitant ne justifie pas de la mise en œuvre des dispositions de l'article R. 512-39-2 susvisé auprès du propriétaire du terrain concerné par la cessation d'activité.</p> <p><i><u>Nota</u> : Au jour de la visite d'inspection, le délai de remise en conformité (soit le 16/10/2025) n'est pas échu.</i></p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 7 jours

N° 2 : Caractérisation des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/10/2025, article L. 541-7-1
Thème(s) : Risques chroniques, Caractérisation des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout producteur ou, à défaut, tout détenteur de déchets est tenu de caractériser ses déchets et en particulier de déterminer s'il s'agit de déchets dangereux ou de déchets qui contiennent des substances figurant sur la liste de l'annexe IV du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants, ou qui sont contaminés par certaines d'entre elles.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets dangereux est tenu d'emballer ou de conditionner les déchets dangereux et d'apposer un étiquetage sur les emballages ou contenants conformément aux règles internationales et européennes en vigueur.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu de fournir les informations nécessaires à leur traitement lorsque les déchets sont transférés à des fins de traitement à un tiers [...].</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat</u> : écart constaté, les déchets issus de la station de traitement des eaux industrielles n'ont pas été préalablement caractérisés avant leur transfert vers un tiers.</p> <p>Par courriels des 09 et 14/10/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un document comportant des résultats d'analyses effectués par le laboratoire de contrôle interne SARPI Limay sur des échantillons de boues d'hydroxyde métallique liquides et de boues solides "fosse" ; - un rapport référencé MBU/AME/09-1039 V2 en date du 16/04/2010 portant sur la caractérisation des boues d'hydroxyde produites par l'entreprise Sapa Profiles Puget située dans le département du Var ; - une fiche d'homologation des déchets de boues d'hydroxyde en date du 23/01/2023 (document constituant une convention entre le producteur de déchet SAPA Profiles Puget et la société Lafarge Ciments qui prend en charge ce déchet en vue de son transport et de son élimination) ; - une analyse référencée n°20-54674/1 du 21/10/2020 réalisée par la société Remondis sur les boues issues du décanteur de la société HELC 2. <p>S'agissant des résultats d'analyses du laboratoire SARPI précités, l'inspection des installations classées relève que les boues solides "fosse" qui ont été expédiées comme déchets non dangereux présentent une grande variabilité des pH (de 4 à 14) et certains échantillons contiennent notamment du mercure. Interrogé, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du caractère non dangereux de ces déchets.</p> <p>Quant aux résultats d'analyses de la société Remondis, ces derniers ne font que confirmer la présence de métaux lourds. Au surplus, ces résultats ne permettent pas de déterminer si les boues</p>

issues du décanteur de la station des eaux industrielles d'HELC 2 sont des déchets dangereux ou non dangereux.

Concernant le rapport du 16/04/2010 et de la fiche d'homologation déchet susmentionnés, l'exploitant ne peut se prévaloir de ces documents pour caractériser ses déchets dans la mesure où les analyses ont été effectuées sur un autre site, et sur des paramètres datant de 2010 qui ont pu évoluer depuis 15 ans.

De plus, les analyses produites par l'exploitant ne portent pas sur l'ensemble des déchets générés par ses activités de traitement de surfaces, notamment les déchets liquides issus des bains de nettoyage, de décapage, de traitement de rinçage ou encore les résines échangeuses d'ions utilisées dans le traitement des eaux de rinçage.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées constate que l'exploitant n'a pas pris en compte les dispositions de l'article 5 de son arrêté préfectoral complémentaire du 06/04/2016 qui indique clairement que les boues issues du parc à boues et les boues d'hydroxyde d'aluminium sont à considérer comme des déchets dangereux.

En tout état de cause, l'exploitant n'a pas réalisé une caractérisation de base pour chaque type de déchets et il n'a pas fourni les informations nécessaires à leur traitement lorsque ses déchets ont été transférés à des fins de traitement à un tiers.

Ce constat est confirmé par le courriel de l'exploitant en date du 14/10/2025 qui déclare : "Aucune analyse spécifique n'a été réalisée récemment sur ce déchet [boues du décanteur], car son élimination est assurée depuis de nombreuses années selon une procédure constante, et ce quel que soit le site de production".

L'exploitant précise également : "Une campagne d'analyses des propriétés dangereuses HP 1 à HP 15 a été engagée. Cette campagne s'étendra sur une durée de 60 jours".

Nota : Le présent constat est en cohérence avec le point de contrôle n°3.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra réaliser, au plus tard sous un délai de 2 mois, une étude de caractérisation des déchets issus de ses activités de traitement de surfaces visant à déterminer s'il s'agit de déchets dangereux. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Amende

Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/10/2025, article L. 541-7-I
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets
Prescription contrôlée : <p>Les personnes qui produisent, importent, exportent, traitent, collectent, transportent ou se livrent à des opérations de courtage ou de négoce des déchets tiennent à disposition de l'autorité administrative toutes informations concernant :</p> <p>1° La quantité, la nature et l'origine des déchets qu'elles produisent, remettent à un tiers ou prennent en charge ;</p> <p>2° La quantité de produits et de matières issus de la préparation en vue de la réutilisation, du recyclage ou d'autres opérations de valorisation de ces déchets ;</p> <p>3° Et, s'il y a lieu, la destination, la fréquence de collecte, le moyen de transport et le mode de traitement ou d'élimination envisagé pour ces déchets.</p> <p>Ces informations sont déclarées à l'autorité administrative pour :</p> <p>a) Les déchets dangereux ;</p> <p>b) Les déchets contenant des substances figurant sur la liste de l'annexe IV du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants, ou contaminés par certaines d'entre elles ;</p> <p>c) Les installations d'incinération et de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>d) Les installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet.</p>
Constats : <p><u>Constat</u> : écart constaté, l'exploitant a fourni des informations inexactes ou incomplètes notamment sur la nature, les caractéristiques, la destination, la valorisation ou les modes d'élimination de ses déchets.</p> <p>Par courriel du 09/10/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées 19 bordereaux de suivi de déchets (BSD). Après vérification par sondage, l'inspection des installations classées constate plusieurs incohérences sur ces documents.</p> <ul style="list-style-type: none">• <u>Signataire des BSD</u> <p>Les bordereaux de suivi de déchets sont signés par des personnes étrangères à l'entreprise HELC 2 en tant que producteur des déchets. L'exploitant reconnaît avoir autorisé les deux transporteurs de déchets mandatés à signer ces documents pour le compte de son entreprise.</p> <ul style="list-style-type: none">• <u>Codes déchets</u> <p>Il apparaît notamment divers codes et intitulés de déchets [16 10 04 : "boues d'hydroxyde métallique", 16 10 02 : "déchets liquides aqueux", 19 02 07* : "boues liquides de STEP (déchets dangereux)"] qui ne semblent pas correspondre avec la nature exacte des déchets.</p> <p>Dans un premier temps, l'exploitant déclare que ces codes déchets ont été communiqués par les transporteurs.</p> <p>L'exploitant explique ensuite que les codes déchets inscrits sur les bordereaux sont liés à la consistance des déchets en fonction de leur stade d'enlèvement par les transporteurs. D'après</p>

l'exploitant, les derniers mètres cubes de boues présentes au fond du bassin de la station des eaux industrielles ont été dilués pour permettre aux transporteurs de les pomper. Ces déchets ont donc été catégorisés sous le code 16 10 02 avec la mention "déchets liquides aqueux".

Par courriel du 14/10/2025, l'exploitant indique finalement que l'utilisation du code déchet 16 10 02 est une erreur due à une confusion lors de la transmission des informations à l'un des transporteurs.

L'inspection des installations classées fait remarquer à l'exploitant que les codes déchets doivent être en corrélation avec les activités du site, c'est-à-dire celles correspondant au traitement de surfaces avec un code déchet relevant du chapitre 11 de la nomenclature déchets. L'inspection des installations classées rappelle également que la codification des déchets relève de la responsabilité des producteurs des déchets et non des transporteurs.

- **Destination finale des déchets**

L'inspection des installations classées constate par ailleurs que la destination finale des déchets transportés n'est pas systématiquement renseignée comme en atteste les bordereaux référencés BSD-20250926-NRH6YKABT, BSD-20250926-AF62T7HST et BSD-20250926-J5YWTAWC7. Interrogé à ce sujet, l'exploitant n'est pas en mesure de préciser à l'inspection des installations classées l'exutoire final de ces déchets.

- **Mode de traitement ou d'élimination des déchets**

L'inspection des installations classées relève aussi l'absence d'information sur le mode de traitement ou d'élimination des déchets qui ont été acceptés par le centre de traitement comme en atteste notamment le bordereau BSD-20250926-P72D5A5AX.

Nota : Le présent constat complète celui du point de contrôle n°2.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu de l'exploitant d'identifier, sous un délai de 5 jours, les lots de déchets issus de ses activités de traitement de surfaces qui font actuellement l'objet de stockages temporaires auprès des différents transporteurs mandatés et/ou faisant l'objet de refus d'acceptation par les différents centres de traitement.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende, Mesures d'urgence

Proposition de délais : 5 jours

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/10/2025, article L. 541-2
Thème(s) : Risques chroniques, Prise en charge des déchets
Prescription contrôlée : Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.
Constats : <u>Constat</u> : écart constaté, l'exploitant ne s'est pas assuré des conditions de prise en charge de ses déchets préalablement à leur expédition. L'inspection des installations classées a vérifié par sondage les bordereaux de suivi de déchets de la société HELC 2 suivants : - BSD-20250926-M3ZTC405G : 13 tonnes estimées de déchets liquides aqueux (code 16 10 02), - BSD-20250926-JRC2M3NCH : 10 tonnes estimées de déchets liquides aqueux (code 16 10 02). D'après ces documents, les déchets précités ont été expédiés vers un centre de traitement situé en Seine-Maritime qui les aurait acceptés le 26/09/2025. Or il apparaît que selon l'arrêté du 09/12/2020 du Préfet de Seine-Maritime, ce centre de traitement n'est manifestement pas autorisé à recevoir des déchets liquides. L'inspection des installations classées a donc questionné le transporteur qui confirme que les déchets susmentionnés ont été refusés par le centre de traitement. Suite à ces refus, le transporteur a rapatrié ces déchets sur son site. L'inspection des installations classées a effectivement constaté le 06/10/2025 la présence de 2 bennes sur le site du transporteur. Ces lots refusés auraient dû apparaître sur les bordereaux de suivi de déchets susmentionnés avec les précisions relatives aux quantités refusées ainsi que les motifs de refus. Or, ni le transporteur, ni l'exploitant n'ont été en mesure de fournir à l'inspection des installations classées ces documents mis à jour. Interrogée à ce sujet, la société HELC 2 a adressé à l'inspection des installations classées une fiche d'identification déchet en date du 08/10/2025. Sur ce document, il est fait mention d'un stockage ponctuel de 60 tonnes sur le site du transporteur et qui correspondrait aux déchets refusés par le centre de traitement. De plus, l'inspection des installations classées relève que des boues d'hydroxyde métallique (code 16 10 04) ont été stockés provisoirement chez le second transporteur et ont fait ensuite l'objet d'une élimination par traitement physico-chimique sans qu'il soit possible d'identifier l'installation ayant réalisé cette opération (bordereaux BSD-20250926-AD3VD9JCT et BSD-20250926-5N2JENQNP).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'évacuation des lots de déchets faisant l'objet de stockages temporaires auprès des différents transporteurs mandatés et/ou faisant l'objet de refus d'acceptation par les différents centres de traitement est interdite tant que l'étude de caractérisation de base de ces déchets n'a pas été réalisée, au plus tard sous un délai de 2 mois.

Dans l'attente de leur évacuation, les lots de déchets précités devront être stockés temporairement dans des installations dûment autorisées à cet effet et dans des conditions permettant de préserver leur intégrité.

Le stockage temporaire de ces déchets devra faire l'objet d'une traçabilité complète à travers la tenue de bordereaux de suivi des déchets et la tenue du registre chronologique des déchets sortants.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites : Mesures d'urgence, Amende****Proposition de délais : 2 mois**

